

COMMUNE D'AZAZGA

L'urgence d'un second projet d'évitement

● L'APC d'Azazga a transmis à la direction des travaux publics de la wilaya de Tizi Ouzou une demande d'inscription d'un projet d'évitement du chef-lieu communal, entre la RN12 et la RN71.

La saturation du réseau routier qui caractérise le chef-lieu d'Azazga constitue l'une des préoccupations de la population locale qui espère la mise en place de projets d'envergure pour la rénovation des voies de communication.

Le lancement récent du chantier d'évitement sur la route de Yakouren, après moult péripéties dues à des oppositions de citoyens, participera, à la réception du projet, au désengorgement du chef-lieu de daïra par le côté nord. Cependant, aucune perspective de modernisation du réseau routier local n'est encore prévue s'agissant du côté sud de l'agglomération. Pourtant, une étude avait déjà été faite dès 1995, portant sur l'évitement de la ville d'Azazga entre la RN12 (route de Tizi Ouzou) et la RN71 (route de Bouzeguène). Le projet n'a toujours pas été inscrit, quinze années plus tard. Dans l'optique de relancer cette importante opération au profit de la collectivité locale, l'APC d'Azazga a déposé un nouveau dossier à la wilaya de Tizi Ouzou, demandant l'inscription de ce projet d'évitement du chef-lieu. Le maire, Youcef Mezouani, souligne que le projet est d'autant plus urgent que le lancement des travaux d'amélioration urbaine à la sortie sud de la ville comman-



Une ville de transit sans infrastructures routières

dera d'ouvrir une déviation, vu que l'actuel tronçon sera mis hors service en raison des travaux de rénovation du réseau d'assainissement qui seront opérés le long de la chaussée.

La mise en œuvre du programme d'aménagement urbain est d'ailleurs vivement souhaitée par la population locale, vu l'état de dégradation avancée de la route de Cheurfa. Les transporteurs ont déjà exprimé leur impatience devant les retards mis dans le projet de réfection de la route, inclus dans le programme d'amélioration urbaine mis en place dans le cadre sectoriel. Le P/APC souligne que la commu-

ne ne peut pas engager les opérations urgentes, comme la réfection de la route, dès lors que cela est prévu dans le programme d'aménagement piloté par l'administration de wilaya mais qui n'est toujours pas lancé plusieurs années après l'annonce de son inscription.

Le P/APC indique enfin qu'il est régulièrement interpellé par les comités des villages qui n'excluent pas de recourir à des actions de rue si les pouvoirs publics n'engagent pas les moyens nécessaires pour enrayer le calvaire des embouteillages observés quotidiennement à la sortie sud du chef-lieu de la

commune. Interrogé à ce sujet, le président de la coordination des comités des villages de la commune d'Azazga, Mouloud Sarni, déclare que «le projet d'évitement de la ville sur la RN71 est aussi important que celui engagé sur la route de Yakouren, vu que le flux automobile est aussi important, sinon plus. La situation actuelle pénalise en premier lieu les employés et les scolarisés. Les villages appuient le projet formulé par l'APC, tout en espérant que l'administration accède à cette demande sans acculer la population à entreprendre des manifestations».

D. Tamani

APW DE TIZI OUZOU PARTENARIAT AVEC L'ASSOCIATION TOUIZA

L'APW de Tizi Ouzou vient de lancer un projet pilote de développement économique local durable, initié par l'assemblée de wilaya avec l'appui de l'association Touiza Solidarité (ATS) basée à Marseille (France) dans le cadre d'une coopération décentralisée.

Une délégation composée d'experts français et des membres de l'association Touiza a été reçue la semaine dernière au siège de l'APW. Les spécialistes ont, entre autres, expliqué leur champs d'intervention qui porte sur la formation ainsi que les modalités de travail dans le cadre de ce partenariat et les orientations qui devraient être prises en compte sur le terrain avant le lancement d'une activité économique. Des activités qui viseront la gestion durable et la préservation de l'eau et l'écosystème du bassin versant du barrage Takebt par la valorisation du potentiel naturel. Retenue comme zone pilote dans le cadre du plan Climat territorial intégré signé entre l'Algérie et le Pnud (Programme des Nations-unies pour le développement), Tizi Ouzou a bénéficié d'une subvention de 400 000 euros. Selon M. Hadibi, président de la commission environnement, «l'APW subventionnera à hauteur de 20%, soit un montant de 10 millions de dinars et nous serons représentés dans cette entreprise par l'Association pour la jeunesse innovatrice et l'environnement (AJIE)». Aussi, un fonds d'appui à la création d'activités d'insertion par l'économie sera créé pour financer les initiatives économiques touchant les secteurs du tourisme, de l'agriculture ainsi que l'artisanat à hauteur de 3000 euros par projet. Jouissant d'une longue expérience dans la formation des élus et des cadres locaux, ATS s'emploiera également au renforcement des compétences locales, par l'organisation des séminaires de formation et de sensibilisation.

Nordine Douici

SOUK EL TENINE — INSÉCURITÉ ET ANARCHIE

Une grève générale a été observée la semaine dernière au chef-lieu de la commune de Souk El Tenine (30 km au sud de Tizi Ouzou), à l'appel des comités des villages qui protestent contre le climat d'insécurité et d'anarchie régnant dans la localité. La déclaration, placardée dans la ville, dénonce «la prolifération des débits de boissons non autorisés, la non-application des arrêtés de fermeture, le trafic de drogue, les agressions verbales et physiques». A l'exception de la polyclinique, de la pharmacie et de la station service, la ville de Souk El Tenine était hier complètement paralysée.

La population locale a adhéré à l'action initiée par les comités des villages qui ont voulu, à travers cette mobilisation, attirer l'attention des autorités locales. «Nous attendons une initiative des pouvoirs publics afin qu'ils s'impliquent de manière à garantir la sécurité dans la localité», a lancé un villageois. La région sud de la wilaya de Tizi Ouzou vit un double malaise, sur le plan économique et sécuritaire. La précarité sociale et l'anarchie pèsent sur une population contrainte à observer une grève générale pour se faire entendre.

Amar Ikhour

Menace de pollution sur Oued Sébaou

Oued Sébaou est devenu, à certains endroits, un dépotoir pour des particuliers mais aussi pour des collectivités locales. Des communes sont amenées à déverser leurs ordures sur le lit de l'oued, devant l'incapacité à trouver une solution au problème crucial du traitement des déchets ménagers. Les exécutifs communaux n'arrivent pas à sortir du bourbier des ordures jetées anarchiquement dans la nature, dans l'incapacité à aménager des décharges contrôlées avec l'approbation de la population.

Les oppositions soulevées par des citoyens, se déclarant riverains, empêchent immanquablement toute tentative d'aménagement des sites adéquats pour l'évacuation des ordures sans incidences sur l'environnement et la santé publique.

Fréha est l'une des communes qui sont confrontées à la situation de blocage s'agissant de ce secteur névralgique. Cette collectivité locale, comme d'autres, a recouru au déversement dans l'oued pendant plusieurs semaines, avant d'abandonner cette solution catastrophique pour acheminer les ordures sur un terrain privé mis à la disposition de la commune par un simple citoyen.

Interrogé, le vice-président de l'APC de Fréha, M. Iguer, nous dira: «La question du traitement des ordures et de l'aménagement d'une décharge contrôlée est le seul dossier où l'APC rencontre des oppositions. Il est faux de considérer que ce problème concerne unique-

ment l'exécutif communal. Cela implique la participation de l'administration et de la société civile pour trouver un règlement à la question.» L'élu local notera que la commune a été contrainte à des solutions de «fortune» après de nombreuses tentatives d'aménager des décharges contrôlées qui se sont toutes confrontées à des oppositions de citoyens. Il rappellera qu'une opération d'aménagement d'une décharge au lieu dit Bouhhalou, devant profiter à deux communes (Fréha et Aghribs) avait été inscrite en 2008 par les autorités de wilaya, avec une dotation budgétaire de 4 millions de dinars. Le site a été fermé par des citoyens au bout de quelques jours d'exploitation, dira notre interlocuteur.

D'autres solutions de rechange avaient été tentées par l'APC, en acheminant les ordures sur des terrains accidentés, que leurs propriétaires ont mis à la disposition de la commune, mais des oppositions d'autres citoyens ont toujours été au rendez-vous. Actuellement, les rejets de la commune se font sur un terrain privé, non loin de l'oued. Une solution provisoire, en attendant la réalisation d'une infrastructure moderne pour le traitement des déchets ménagers, tel un centre d'enfouissement technique (CET). Une opération qui ne pourra aboutir sans un travail de sensibilisation en direction de la population à propos de l'utilité d'un tel projet pour la préservation de la santé publique et de l'environnement.

D. T.

DERNIÈRE

LARBĀA NATH IRATHEN : PROJET À L'ARRÊT

Les travaux de réalisation de la crèche communale, dont a bénéficié la commune de Larbâa Nath Irathen dans le cadre du FCCL (Fonds commun des collectivités locales), sont actuellement à l'arrêt.

Les travaux de réalisation de cette infrastructure, destinée à l'enfance lancés en

mai 2007 et dont l'achèvement était prévu pour mai 2009, sont actuellement à l'arrêt en raison de l'épuisement de l'enveloppe financière. Au sujet des travaux qui restent à entreprendre et par ricochet la finalisation de ce chantier qui accuse déjà un retard d'une année, le P/APC de Larbâa Nath Irathen nous dira: «Le projet de la crèche communale financé sur le FCCL doit être

réévalué conformément à la fiche technique déjà établie.» Notons que cette œuvre architecturale (en RDC + 2 sous-sols) est érigée près du tribunal en face de la stèle et de l'esplanade Abane Ramdane au chef-lieu de la commune. L'édifice compte, entre autres, une salle de jeux, une aire de jeux, une salle de lecture, un dortoir et une infirmerie.

H. Meradji

BUREAU DE

EL WATAN

TIZI OUZOU

Pour toutes vos annonces publicitaires

Ave Abane Ramdane, cité 60 Logts

Bt OPGI Cage C n° 6

Tél./fax:

026 22 91 33